

Commission : Sommet international de Madrid UE-ASEAN+6

Problématique : L'UE et l'ASEAN+6 pour une redynamisation équilibrée des relations entre les deux régions centrales pour l'économie et les relations internationales

Auteur : Slovénie

La Slovénie se situe en Europe centrale, voisine de l'Autriche au nord, la Hongrie au nord-est, de la Croatie à l'est, de l'Italie à l'ouest et de la mer Adriatique au sud-ouest. C'est une démocratie parlementaire dirigée par le premier ministre M. Janez Janša depuis le 13 mars 2020, un populiste du parti nationaliste SDS. Le président Borut Pahor est au pouvoir depuis le 22 décembre 2012. Le pays a rejoint l'Union Européenne en 2004, de la zone Euro ainsi que l'espace Schengen en 2007.

En premier temps, sur la scène internationale, les gouvernements slovènes ont mis en place une politique de coopération avec leurs pays voisins et de stabilisation des Balkans et de l'Europe du Sud-Ouest. Elle entretient de bonnes relations avec ses voisins, en particulier avec l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie. La Slovénie se montre également disponible pour des missions de dialogue et de bons offices avec les pays de l'ASEAN+6. En outre, elle participe au forum dit « 17+1 » qui associe la Chine à 17 Etats d'Europe centrale et orientale et cherche à développer les échanges avec la Chine, de façon ciblée, en se concentrant sur certains secteurs (produits laitiers, poissons, miel, bois...). Elle est également membre de l'accord de la Belt and Road Initiative depuis 2017 ce qui a permis à la Slovénie d'avoir une relation privilégiée avec la Chine qui a déjà beaucoup investi dans plusieurs projets d'infrastructures en Slovénie. Le président explique dans un discours à l'Assemblée générale des Nations Unies "Aucun État, aucune nation ne sortira gagnant s'il ne lutte que pour ses propres intérêts" ce qui démontre la politique internationale d'ouverture de la Slovénie.

Sur le plan économique, le pays a achevé avec succès une transition suite à sa rupture avec la Yougoslavie en 1918. Il constitue un marché ouvert, les opérateurs économiques ayant eu de longue date l'habitude de commercer avec les pays d'Europe occidentale. Plus de 50% du PIB dépend des exportations vers l'Union Européenne, en particulier des produits industriels provenant des secteurs automobile, électronique, pharmaceutique et de l'électroménager. La Slovénie possède de nombreuses ressources naturelles ainsi qu'un secteur de l'industrie très présent. Son investissement dans ses liaisons avec les pays de l'ASEAN+6 lui permettraient d'étendre ces importations à une échelle plus grande et donc d'augmenter le PIB du pays.

Le pays est réputé pour être le pays d'Europe centrale et orientale ayant le niveau de vie le plus élevé avec en 2018 un PIB de 54 milliards de dollars. Ce qui lui a permis d'être un interlocuteur privilégié de la zone à l'étrangers, notamment avec des pays asiatiques comme la Chine. Après sa rupture avec la Yougoslavie, elle a repris la croissance économique deux ans après avec de profondes réformes. Les entreprises d'Etat concernent toujours les secteurs stratégiques et sont soumises au contrôle strict des autorités. Aujourd'hui, le pays réalise 67% de ses échanges avec l'Union Européenne dont 30% avec l'Allemagne. Elle est le seul pays de l'union européenne à avoir le contrôle sur son secteur bancaire. La Slovénie est un pays membre de l'OCDE (organisation de coopération et de développement économique) depuis le 21 Juillet 2010 ce qui lui permet de se fournir un précieux état d'analyse et suivi de sa politique économique, sociale et environnementale. Cela montre également son implication dans l'amélioration des ses affaires publiques.

Son tissu de PME performantes est reconnu pour ses capacités d'innovation et de réactivité et son respect de l'environnement. Plateforme entre l'Europe occidentale et la région du Sud-Est de l'Europe, la Slovénie, dont le revenu par habitant est quasiment à la moyenne de l'UE (37 450 dollars en 2018), est un pays dynamique et capable d'investissement dans des pays étrangers comme dans

les pays Balkans. La Slovénie a engagé un ensemble de privatisations (dans les secteurs de la banque, du tourisme et des infrastructures).

Fortement attaché au multilatéralisme et aux actions de promotion des droits de l'Homme, le pays préside en 2018 le Conseil des droits de l'homme de l'ONU (Genève). Il est également à l'origine de nombreuses initiatives auprès de l'Assemblée générale des Nations unies notamment sur la parité des sexes, l'égalité hommes-femmes, et l'écologie. En outre, la Slovénie fait également partie de l'OTAN depuis 2003, son implication et son investiture ayant été félicités par le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg lors de son passage à Ljubljana en 2018. Les troupes Slovènes participent aux actions de l'OTAN à travers le monde ce qui démontre sa puissance militaire et son investissement dans les affaires internationales.

La Slovénie accorde beaucoup d'importance à la transition écologique et à la préservation de la diversité, pour cela, elle a signé plus de 34 accords et conventions européennes et internationales. Ceux-ci concernent, la conservation d'espèces en danger ainsi que de zones de biodiversité, la lutte contre la pollution et le changement climatique et sur l'utilisation des ressources naturelles.

Sur le plan social, la parité est déjà presque accomplie à tous les niveaux de l'éducation (écoles, universités). Pour preuve, un rapport des Nations Unies démontre que les femmes en Slovénie sont plus instruites que les hommes. En outre, le pays utilise l'information et la sensibilisation depuis 1994 en prévention contre les violences faites aux femmes et des expertises ainsi que des enquêtes au plus haut niveau sont menées fréquemment à ce sujet. Les Slovènes sont également une nation prospère et variée avec seulement 3% de taux de chômage en 2018 et plus d'une dizaine d'ethnies différentes.

La Slovénie est concernée par les opportunités et risques qu'apporterait un quelconque accord avec les pays de l'ASEAN+6, son objectif étant d'essayer de tirer les meilleurs bénéfices économiques et investissements, sans pour autant s'exposer à des dettes trop lourdes pour financer les programmes mis en place. La Slovénie, faisant partie de la BRI, est donc directement intéressée et veut trouver un juste point d'équilibre entre intérêts géopolitiques de l'Union Européenne et des pays de l'ASEAN+6.